

COMMUNIQUE DE PRESSE - Nouméa, le 4 juillet 2024

La pudeur de posture a atteint ses limites.

L'Etat doit agir et honorer ses engagements

Alors que l'Etat a affirmé un retour à l'ordre républicain imminent et alors que les forces de l'ordre occupent le terrain depuis plusieurs semaines, les Calédoniens constatent chaque jour que les exactions se poursuivent sur l'ensemble du territoire et que le mouvement insurrectionnel que subit la Nouvelle-Calédonie ne cesse de se répandre, malgré l'arrivée de nombreux renforts et avec des dispositifs de sécurité qui semblent, en apparence, se renforcer partout sur le territoire.

Si les appels à la paix se multiplient et si les tensions semblent s'apaiser dans certains quartiers, il est inadmissible et intolérable de voir que certaines entreprises font encore l'objet d'exactions, comme les 10 000 m² de la SFAC partis en fumée en ce début de semaine ou encore le centre de Formation aux techniques de Mine et des Carrières de Poro qui a été incendié dans la nuit du 2 juillet. Au-delà des exactions matérielles qui génèrent une profonde détresse, une peine infinie et une vive colère chez les chefs d'entreprises et salariés qui voient leurs outils brûlés, on constate également que certains quartiers ou communes sont encore les otages des émeutiers, quand d'autres, principalement des salariés, font l'objet de harcèlement et d'intimidation. Cette réalité demeure l'illustration d'une situation insupportable pour toutes celles et ceux qui la subissent, forcés de l'observer et de constater les dégâts et l'impact psychologique d'une situation qui perdure jour après jour, en proie à une banalisation inacceptable.

Les représentants du Medef NC souhaitent apporter tout leur soutien à toutes ces familles, chefs d'entreprises, salariés, victimes des exactions. Une pensée toute particulière accompagne l'ensemble des habitants du Mont-Dore et d'autres communes, isolés et animés par un sentiment de colère et d'abandon. Nous les comprenons.

Nous souhaiterions pouvoir en appeler à la patience collective, tout en saluant le travail des forces de l'ordre qui assurent chaque jour, une présence forte et visible sur un territoire national, prennent des risques, au péril de leur vie. Cependant, la situation, au même titre que la patience des Calédoniens, ne peut plus durer. L'exemplarité des Calédoniens doit être saluée et reconnue tout comme leur capacité à faire face, à poursuivre leur activité, à croire encore en ce territoire et à investir dans la reconstruction.

L'Etat a posé certaines conditions à l'accompagnement dans la reconstruction. Une position que nous comprenons, qui peut se justifier en temps de paix, mais qui reste toutefois inaudible dans le contexte actuel que nous vivons. La condition préalable à la reconstruction pour l'ensemble des

Calédoniens, artisans du développement économique du territoire, demeure la confiance. Celle-ci doit pouvoir trouver racine dans l'action, la fermeté et l'engagement de l'Etat. Nous avons besoin de garanties et d'engagements forts et pérennes pour retrouver l'énergie et l'espoir minimums et nécessaires à la reconstruction de notre tissu économique. Les Calédoniens, les chefs d'entreprises et salariés, victimes de cette série d'émeutes ne peuvent pas et n'accepteront pas de financer la reconstruction d'outils incendiés, pillés ou détruits par des individus, empreints de haine. Ne confondons pas les responsables et ne commettons pas l'erreur de condamner les victimes de ces événements inqualifiables.

Si les échéances électorales occupent la scène médiatique nationale et une grande partie des esprits, elles ne doivent pas minimiser ou faire oublier la situation insurrectionnelle qui bouleverse l'ensemble du territoire et toute son économie.

La pudeur de posture a atteint ses limites. L'Etat doit renforcer son intervention, honorer ses engagements et assurer un avenir à l'ensemble des Calédoniens, affligés et désespérés. Il est le seul et unique acteur à pouvoir protéger ce qui n'a pas encore été détruit et reconstruire ce qui l'a été.

